



# **Le modèle nordique**

## **Valeurs partagées pour une réalité nouvelle**

### **Qu'y-a-t'il de spécifique dans les pays nordiques ?**

Les comparaisons internationales, entre autres l'index de compétitivité globale du Forum Economique International montrent que les pays nordiques sont, soit en tête, soit dans les premiers rangs des données étudiées. Dans un mega-index qui rassemble 16 indices globaux différents (compétitivité, productivité, croissance, qualité de vie, prospérité, égalité, etc) les 4 plus grands pays nordiques, Suède, Norvège, Danemark et Finlande sont en tête de liste(1).

Pourquoi ? Existe-t'il un « modèle » commun particulier pour les pays nordiques ? Et si « oui » sera-t'il durable ? Est-il possible de le transmettre à d'autres parties du monde ?

Dans les pages qui suivent, nous présentons des éléments de ce que nous croyons être des explications plausibles du succès relatif des sociétés nordiques. C'est avec plaisir que nous verrions les expériences présentées ici améliorer la compréhension de ce qui est notre façon de faire et inspirer au débat et développement dans d'autres parties du monde.

Le fait que les pays nordiques ont bien surmonté la crise financière récente semble être largement le résultat des crises profondes précédentes des années 80 et 90. Pour affronter ces crises, les pays nordiques ont renouvelé et modernisé leurs systèmes économiques de façons qui parfois ont constitué une vraie rupture avec les réglementations et systèmes fiscaux existants.

Klas Eklund (senior économiste auprès de la SEB et professeur adjoint en sciences économiques à l'Université de Lund) dans son article « capitalisme nordique- les leçons à tirer » insiste sur le fait que nous devrions rechercher non pas un « modèle nordique » sans crise, mais au contraire une « expérience nordique » - une façon efficace de faire face à des crises importantes. Quoiqu'il en soit, la question se pose de savoir pourquoi les pays nordiques ont été capables d'affronter ces défis. Ici, la cohésion sociale paraît avoir joué un rôle qui a permis de mettre en place les réformes nécessaires.

Le second article, celui d'Henrik Berggren (historien, ancien éditorialiste politique du quotidien Dagens Nyheter) et Lars Trädgårdh (historien, et professeur au Collège Universitaire d'Ersta Sköndal) abordent précisément cette question dans leur contribution « confiance sociale et individualisme radical ».

Nombreux sont ceux qui considèrent les pays nordique comme une sorte de compromis entre le socialisme et le capitalisme. Ce qui n'est pas du tout le cas, selon Berggren et Trädgårdh. C'est au contraire, l'association d'extrême individualisme avec un état fort qui ont constitué une base fertile à une économie de marché efficace : moins limités par des obligations légales, pratiques et morales dans les familles, les particuliers des deux sexes sont plus flexibles et disponibles pour le travail dans une économie de marché. L'égalité entre les sexes a résulté à la fois en une fertilité plus élevée et également à une plus forte présence des femmes sur le marché du travail, comparé à d'autres parties de l'Europe.

Les résultats économiques ont également bénéficié de faibles coûts de transaction mis à disposition par le système social, de l'acceptation des lois et d'un faible niveau de corruption. Selon certaines études (2) ce sont les pays les plus modernes et les plus « individualistes », - ceci étant évident dans les pays nordiques- qui sont caractérisés par une confiance sociale profonde.

Nous sommes persuadés, tout comme ces trois auteurs qu'il n'est pas suffisant de partager des valeurs. Les valeurs doivent également être traduites en institutions, règles et législation. Nous avons complété ce document par une description brève des modèles de welfare nordiques en termes plus pratiques et concrets. Il apparait clairement un quatrième facteur faisant partie de la base du modèle nordique à savoir l'inclusion ainsi que le fait que ce modèle n'est pas en premier une politique destinée aux « pauvres », mais au contraire toute une panoplie de politiques portant sur l'emploi, la productivité, la protection sociale et l'inclusion basée sur la citoyenneté et la solidarité.

Les valeurs culturelles et sociales ne sont pas faciles à transmettre au-delà des frontières, mais les systèmes mis en place et les politiques appliquées ayant fait la preuve de leur efficacité, peuvent éventuellement servir d'inspiration à d'autres.

Stockholm, avril 2011

Jacob Wallenberg

Président d'Investor

Kristina Persson

Directrice de Global Utmaning  
et de l'Association Nordique

## **Capitalisme nordique: leçons à tirer**

Au cours de la crise financière récente les quatre pays nordiques les plus grands ont fait preuve d'une bonne résistance. Ils ont subi des conséquences négatives au moment du ralentissement mais ont rebondi relativement rapidement. Aucun d'entre eux n'a traversé de crise bancaire dévastatrice. Même si le Danemark a marqué le pas dans le domaine de l'immobilier, aucun de ces pays n'a montré de déficits budgétaires dangereux et aucun n'a rencontré de problèmes de comptes courants.

Cette résilience a réveillé l'intérêt international pour ce qui parfois est appelé « le modèle nordique ». Mais, il est important d'être très prudent quant à l'emploi d'un tel terme. Il est difficile de trouver un programme économique commun pour les pays nordiques qui serait transférable à d'autres pays. Actuellement les pays nordiques suivent des stratégies économiques différentes. Ceci est le plus visible dans leur position sur l'euro. La Finlande est membre de l'Union Européenne et a adopté l'euro. Le Danemark est membre de l'Union Européenne avec une option opt-out face à l'union monétaire- mais garde sa monnaie étroitement fixée à l'euro. La Suède est également membre de l'Union Européenne sans opt-out- n'est pas membre de la zone euro et garde sa monnaie flottante. Finalement la Norvège n'est ni membre de l'Union Européenne, ni dans la zone euro. Quatre pays, quatre stratégies différentes.

Il existe bien sûr des similitudes économiques. Ces quatre pays sont de petite taille, ont des économies ouvertes et un haut niveau de revenu par habitant. Ils ont tous un secteur public plutôt important avec des impôts élevés et tous sont des Etats-providence inclusifs. Mais ils ont des histoires et des structures différentes. Le plus riche des pays nordiques, la Norvège, fonde surtout son accumulation de richesses sur les revenus du pétrole et du gaz.

L'économie danoise repose sur les transports et l'agriculture. La Suède remporte ses succès dans la production industrielle, les pâtes et papier, les télécommunications et le design. La structure industrielle de la Finlande est similaire à celle de la Suède, mais sa production industrielle moins étendue. Le Danemark et la Suède ont les rapports impôts PIB les plus élevés du monde. La Finlande a un niveau de fiscalité plus bas.



When the World Economic Forum compiles its competitiveness index, this is based on a weighting of twelve "pillars", such as education, infrastructure, market efficiency etc. In the recent Report, the four main Nordic countries outclassed the European Union, beating the EU in all different pillars. At the same time the Nordics beat the US in nine out of twelve pillars, losing out only in market size (of course), innovations and "labor market efficiency". The latter definition, however, is debatable since the "flexicurity" of the Nordic economies is another way of organizing the labor market than the Anglo-Saxon way - different, but not necessarily less "efficient".

Source: World Economic Forum Global Competitiveness Report 2010-2011

### **Ce que nous apprennent les crises précédentes**

Avant tout, il faut souligner que les pays nordiques n'ont pas été épargnés par la crise. Au contraire, je veux souligner ici qu'une des raisons de leur relatif succès actuel tient au fait qu'ils ont souffert de crises profondes en dans les années 80 et 90 et ont su en tirer des leçons. Ils ont tous utilisé ces crises pour moderniser leurs économies, réformer des systèmes assez rigides et les rendre plus flexibles.

En ce sens, les pays nordiques sont des cas de transformation/mutation. En quelques décennies, ils sont passé de performances peu élevées à des économies hautement performantes. Mais il n'y a pas de modèle commun dans leurs stratégies de crise. Les Danois ont entamé leur redressement à la fin des années 70 déjà, les Norvégiens ont eu leur crise dans les années 80, tandis que les Suédois et les Finlandais n'ont pas souffert de la crise avant les années 90, mais alors avec plus de brutalité.

Le **Danemark** avait l'économie la plus perturbée de la région nordique, frappée à la fois par l'inflation et le chômage. Il a adhéré à l'Union Européenne en 1973 (bien avant la Suède et la Finlande) et a décidé très tôt qu'un taux de change fixe était nécessaire pour surmonter l'inflation et le manque de politique économique crédible. En 1982, la couronne danoise était rattachée au mark allemand. Un certain nombre de programmes d'austérité vigoureux dans les années 80 entre autres la « cure de pomme de terre » ont permis d'atteindre la stabilité et un taux de change crédible, mais a en même temps fait monter le chômage. En réponse, la politique du marché du travail est devenue beaucoup plus flexible. Finalement les résultats obtenus furent une inflation basse et un marché du travail s'améliorant progressivement.

La **Norvège** a traversé une crise financière et immobilière prolongée à la fin des années 80 après avoir mal géré un boom du crédit, ce qui a abouti à une crise du système et la nationalisation des plus grandes banques. Au début des années 90, le gouvernement et les partenaires du marché du travail ont passé un accord dans lequel une politique fiscale serrée devait contribuer à une production stabilisante et à l'emploi. Les politiques de salaires devaient viser la compétitivité dans le secteur de l'exportation, alors que la politique monétaire était initialement orientée vers un taux de change stable. Pendant la crise européenne de 1992, la politique monétaire s'est au contraire concentrée sur l'inflation et un taux de change flottant a été mis en place.

En **Suède** et en **Finlande**, les années 80 furent des années de haute inflation et de monnaie faible. Ces deux nations traversèrent un certain nombre de cycles de dévaluation, suivis de forte inflation. Les deux – tout comme la Norvège- rencontrèrent des problèmes pour le contrôle du dérèglement du marché du crédit et toutes les deux furent touchées par les chocs économiques du début de 1990. La Finlande subit les contrecoups de l'effondrement du commerce avec l'Union Soviétique et la Suède des taux d'intérêts élevés pour protéger un taux de change fixe. Il en résulta des crises bancaires, suivies d'une sérieuse récession avec chute du niveau du PIB et une augmentation rapide du chômage. Les chiffres sont étonnants. En Suède, le budget présente un déficit de 12% du PIB et le principal taux d'intérêt de la Banque Centrale culmine à 500%. Le chômage quadrupla ; en Finlande, il atteignit à 20%. Ce n'est pas avant l'abandon des politiques monétaires en 1992 qu'il fut possible de mettre en place les fondements d'un redressement, mais une période de politiques fiscales sévères rendit le rétablissement douloureux. Donc les performances économiques nordiques des 70 et 80 furent loin d'être couronnées de succès. C'est le moins que l'on puisse dire! Au contraire ces quatre pays ont souffert de récessions profondes.

Quoiqu'il en soit, depuis, ces pays se sont remis en bonne forme. La raison n'en est pas, de quelque manière soit que ce soit, une hausse des impôts, l'augmentation des bénéfices ou quelque autre action que de nombreuses personnes peuvent associer au « modèle nordique ». Au contraire, la politique économique de ces quatre pays, de façons différentes, a été modernisée, surtout par des réformes du marché.

### **Un relooking politique**

La politique de forte inflation des décennies précédentes fut remplacée par des objectifs d'inflation nationale en Suède et en Norvège dont les banques centrales furent pionnières dans ce domaine. Le Danemark et la Finlande se sont naturellement ralliées à l'objectif de la BCE. Dans ce sens, ils ont tous eu des objectifs d'inflation bien que, dans le cas danois, via un taux de change fixe. Les pratiques budgétaires vagues d'hier furent remplacées par une rigueur fiscale - une diminution d'à peu près 7-8% du PIB au milieu de 90- essentiellement par le biais de réduction des dépenses. En Suède aujourd'hui, les objectifs du budget national sont beaucoup plus rigoureux que dans la zone euro, et ils exigent que le gouvernement montre un excédent important dans les bonnes années pour obtenir un surplus moindre au cours du cycle entier et, ce, afin de réduire la dette du gouvernement.

En Norvège, les revenus du pétrole et du gaz doivent être désormais traités suivant des règles strictes afin de garder le budget plus ou moins en équilibre. Un certain volume des revenus est versé dans un fond indépendant – le Fond Gouvernemental Global de Retraites pour les besoins futurs et les investissements. De plus, une « règle de politique fiscale » limite le déficit du budget structurel non pétrolier sur un cycle économique entier à 4% de rendement réel au Fond.

Dans les quatre pays, plusieurs marchés ont été dérégulés. Les impôts ont diminué ainsi que les niveaux de bénéfices. En Suède, la pression fiscale (revenu total des impôts rapporté au PIB) est tombé de 56% dans la fin des 80 à 47% cette année. Les dépenses ont également baissé transformant un déficit budgétaire en surplus structurel.

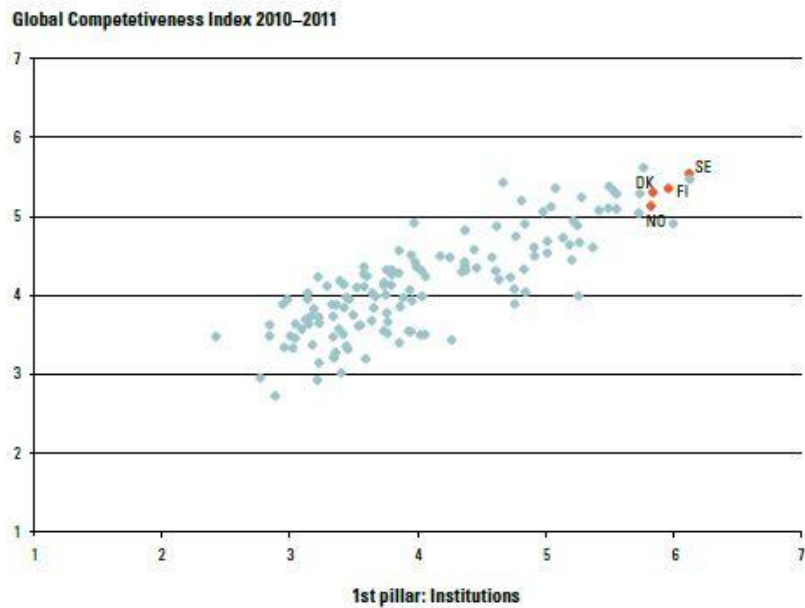
La Finlande et la Suède – essentiellement à cause du traumatisme créé par les récessions profondes- ont été capables de mettre en place des programmes de réformes complets. En l'espace de cinq ans seulement, au milieu des 90, un cadre macroéconomique radicalement nouveau a été mis en place avec des banques centrales indépendantes, des règles budgétaires strictes, un dérèglement et des niveaux de bénéfices plus bas. Ces objectifs ont donné aux deux pays un environnement stable de faible inflation. En Suède, un nouveau système de retraites partiellement à contributions parfois définies a remplacé l'ancien système à bénéfices définis.

De plus, la Finlande et la Suède étaient en bonne position pour tirer de très grands bénéfices de la « nouvelle économie ». Elles avaient des entreprises de haute technologie et de télécommunications de classe mondiale, assorties d'une tradition de bon management international. Il en est résulté une croissance rapide de la productivité. Le Danemark a bénéficié de l'expansion du commerce mondial et de l'augmentation de la demande de produits agricoles. La Norvège, naturellement, a tiré avantage de la demande sans cesse croissante de matières premières et d'énergie.

Il faut souligner que ces quatre pays n'ont pas été préservés des tensions subies dans d'autres pays durant la crise récente. Le marché de l'immobilier danois a pris un coup sérieux causé par les estimations élevées qui ont précédé la crise et la dette privée est toujours élevée. En Suède certaines banques avaient accordé des prêts importants dans les pays baltes qui ont subi un crash sévère. Les prix dans l'immobilier en Suède remontent en flèche- ce qui amène certains économistes à craindre la formation d'une nouvelle bulle. Cependant, dans leur ensemble, les pays nordiques ont mieux réussi que la plupart des autres pays. Effrayés par les crises bancaires de années 90, les banques nordiques ne se sont pas aventurées dans des dérivés de crédit exotiques et dangereux.

Selon moi, cette relative réussite nordique est largement due à la gestion de la crise des années 80 et 90. Dans ce domaine, il y a une leçon à tirer pour les pays européens continentaux. Une stratégie de réforme prompte et résolue donne de meilleurs résultats que des tergiversations.

## Trustworthy public institutions in the Nordics



One of the indices in the World Economic Forum Competitiveness report concerns the transparency and efficiency of public institutions. In the recent report, four out of the six top spots in this "pillar" were clinched by the main Nordic countries.

Source: World Economic Forum Global Competitiveness Report 2010-2011

### Une expérience nordique de gestion de crise

Les leçons politiques des expériences nordiques montrent qu'il est possible de recouvrer une stabilité et pour des économies touchées par la crise, de se rétablir. Mais il faut bien comprendre qu'il a fallu des crises profondes pour déclencher les programmes de réformes nécessaires.

Cette conclusion soulève bien sûr une question encore plus fondamentale. Qu'est-ce qui a permis aux pays nordiques de profiter de leurs crises respectives ? Comme l'a dit l'ex-chef de cabinet du président Obama «ne gaspillez jamais une crise ! ». Or de nombreux pays gaspillent cette crise. Pourquoi les crises nordiques n'ont-elles pas été gaspillées ? Y-a-t'il des éléments « nordiques » communs dans la manière d'aborder les crises qui sont positifs et qui pourraient inspirer d'autres pays ? Existe-t'il une certaine « expérience nordique » qui peut être suivie ?

Une fois encore : il est impossible de créer des modèles à suivre pour d'autres pays qui présentent des caractéristiques différentes, dans des époques différentes. Comme nous l'avons vu, les quatre pays ont adopté des stratégies différentes en ce qui concerne la

politique monétaire, la politique des revenus, etc. Cependant, il y a un certain nombre de traits communs dans la façon dont ces pays ont répondu aux défis. Ces quatre pays ont une tradition de solutions consensuelles. Un exemple évident de cela est l'accord norvégien entre le gouvernement, les salariés et le patronat.

Un autre élément est que leurs économies sont ouvertes et que le protectionnisme y est hors de propos. Les organisations syndicales sont ouvertes aux nouvelles technologies. Et tous adhèrent plus ou moins au principe selon lequel les systèmes d'assurance-maladie et d'assurance-chômage doivent être conçus pour être à la fois généreux et créateurs de croissance. L'association de lois du travail libérales, en vertu desquelles il est relativement aisé d'embaucher et de licencier, avec des niveaux élevés de bénéfices sociaux et une politique active de marché du travail, a été parfois appelée « flexicurité », puisqu'elle veut allier flexibilité et sécurité.

Ce système ne fonctionne toutefois pas toujours comme prévu. Il n'a pas empêché une hausse du chômage à long terme lors de la dernière crise. Et il n'a pas empêché la création d'un large groupe de chômeurs structurels immigrés, qui crée actuellement des clivages dans des pays jusqu'ici homogènes. Mais il est une partie importante de la réponse aux questions posées par l'expérience nordique.

Ceci soulève de nouvelles questions et nous amène au prochain niveau d'analyse : comment les pays nordiques ont-ils pu adopter ce modèle de flexicurité avec une insistance particulière sur l'éthique du travail et de l'emploi ? Ici, l'économiste passe la main aux historiens. C'est précisément ce que Lars Trädgårdh et Henrik Berggren vont analyser dans l'article qui suit.

## **La confiance sociale et l'individualisme radical**

### **Le paradoxe au cœur du capitalisme nordique**

Dans une perspective mondiale, la région nordique peut paraître d'importance marginale. La population totale de ces pays nordiques n'est que de 25 millions d'habitants. En termes qualitatifs il existe toutefois un argument pour la viabilité de la forme nordique de capitalisme.

Comme l'a montré Klas Eklund dans son article, la région est ressortie en bonne forme de la crise financière récente avec des surplus budgétaires et des taux peu élevés de dette publique. A plus long terme, les quatre plus grands pays nordiques sont caractérisés par une croissance stable, une stabilité politique durable, des institutions transparentes, une adaptabilité technologique, des marchés du travail flexibles, des économies ouvertes et de hauts niveaux de formation. Tous ces facteurs tendent à mettre les pays nordiques en tête des classements internationaux que ce soit dans le domaine de l'économie ou de la qualité de vie. Il a aussi été avancé que cela rend les pays nordiques mieux équipés pour faire face aux défis fondamentaux de la durabilité en général et du changement climatique en particulier.

Comment, alors, expliquer le succès relatif du capitalisme nordique dans un monde globalisé ? Une possibilité serait que les Nordiques sont par nature particulièrement coopératifs, rationnels et moins enclins que d'autres peuples à succomber aux leurre de l'égoïsme du marché ? Si c'était le cas, il n'y aurait pas grand-chose à apprendre pour d'autres à l'extérieur- si ce n'est que le monde entier serait plus raisonnable s'il était peuplé uniquement de Suédois, de Danois, de Norvégiens et de Finlandais !

Or, si nous assumons que les citoyens des pays nordiques sont dans l'ensemble semblables à d'autres dans leurs passions, les bonnes et les mauvaises, il faut prendre d'autres facteurs en considération : les pratiques sociales, les institutions durables et les expériences historiques qui étayent le capitalisme nordique. Cela n'implique nullement qu'il existerait un modèle nordique flottant librement qui pourrait être appliqué dans d'autres pays. Mais cela peut signifier que certains aspects du capitalisme nordique peuvent présenter un intérêt pour faire face aux problèmes de globalisation, de fragmentation sociale et d'instabilité du capitalisme moderne de la finance.

### **Autonomie individuelle et confiance sociale**

Quelles sont donc les caractéristiques dominantes de la société nordique qui sont pertinentes pour l'efficacité de son économie ? Traditionnellement des observateurs étrangers ont insisté sur la solidarité sociale – une faculté de subordonner les intérêts personnels à une rationalité collective. En général cette insistance sur la solidarité était entendue en opposition à la logique fondamentale de marché : certains biens et services ont été retirés efficacement de la logique froide de la société de marché. Effectivement, c'était une perspective que le marquis Childs a rendue célèbre au début des années 30 lorsqu'il écrit *Sweden : the Middle Way*. (Suède : la voie du milieu), suggérant que la Suède avait trouvé un équilibre robuste entre le socialisme altruiste et le capitalisme égoïste, pour utiliser les termes de l'époque.

Mais c'est au mieux une demi-vérité. L'accent mis sur la solidarité sociale cache le très fort, pour ne pas dire l'extrême individualisme qui définit les relations sociales et les institutions politiques dans les pays nordiques. En effet c'est précisément l'équilibre fondamental nordique entre les contrats sociaux et les principes de base du marché - à savoir que l'unité de base de la société est l'individu et que l'objet de la politique est de porter à son maximum l'autonomie individuelle et la mobilité sociale- que nous considérons comme la clé de la vitalité du capitalisme nordique. Dans une perspective européenne, les Nordiques ne tiennent pas particulièrement des positions gauchistes en termes d'égalité des classes en opposition à la liberté personnelle, égalité des rémunérations contre salaires au mérite ou propriété des industries privées ou de l'état . Comme l'a dit Ole Listhaug « ceci montrerait un niveau plus élevé d'individualisme et de soutien aux principes du marché qu'il n'en est traditionnellement attribué aux citoyens de Scandinavie ».

### **Individualisme nordique**

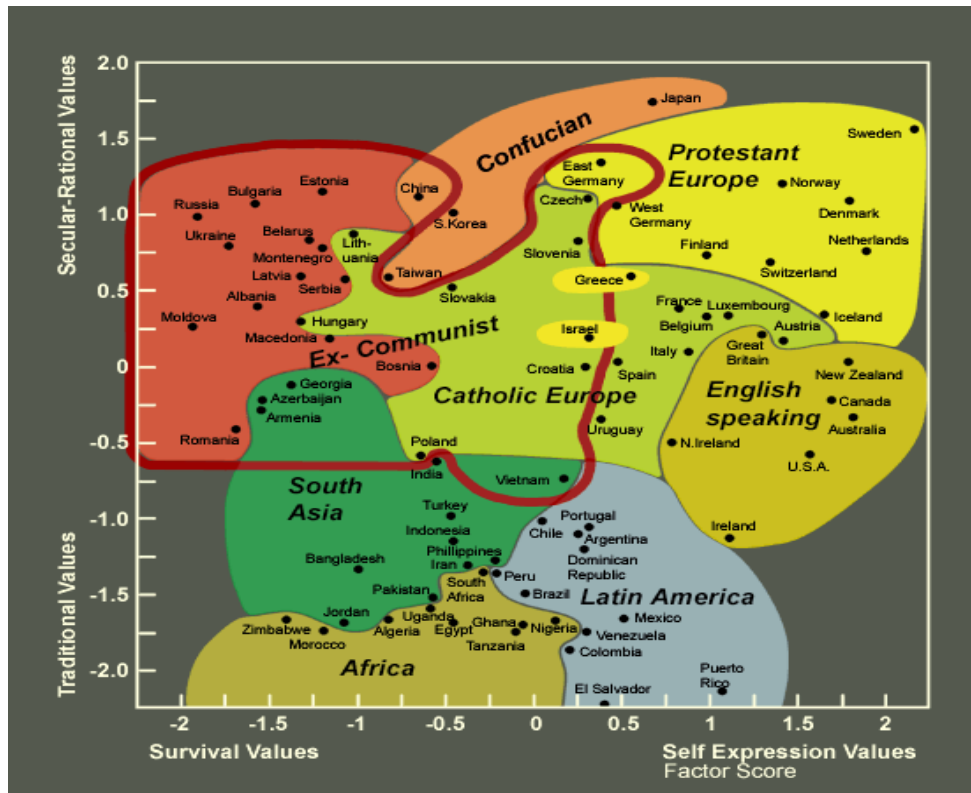
Alors qu'il a été beaucoup écrit sur les aspects institutionnalisés de l'Etat-providence nordique, peu d'auteurs ont porté leur attention sur la logique morale sous-jacente. Même si la route n'a pas toujours été droite, on peut discerner au cours du vingtième siècle une ambition générale dans ces pays, non pas à socialiser l'économie mais à libérer l'individu de toute forme de subordination et de dépendance au sein de la famille et dans la société civile : pour les pauvres de la charité, pour les salariés de leurs employeurs ,pour les femmes mariées de leur mari, pour les enfants de leurs parents et vice-versa lorsque les parents deviennent plus âgés.

De fait, la primauté de l'autonomie individuelle a été institutionnalisée au moyen d'une pléthore de lois et de politiques touchant les Nordiques dans des domaines très terre-à-terre aussi bien que profonds et dramatiques. L'interdépendance dans la famille a été diminuée par l'imposition individuelle de l'épouse, les lois réformant la famille révoque l'obligation d'aider les parents âgés, la garde d'enfants couvrant plus ou moins l'ensemble de garde et de soins ont permis aux femmes d'aller sur le marché du travail , des prêts aux étudiants sans

relations avec les revenus de parents donnent aux jeunes adultes une large autonomie dans leurs relations avec leurs familles, les enfants ont reçu un statut plus indépendant par l'interdiction du châtime corporel et une mise en relief très forte des droits des enfants.

L'ensemble de ces législations ont fait des pays nordiques des sociétés les moins dépendantes de la famille et les plus individualisées sur la planète. Evidemment, la famille reste une institution sociale centrale dans les pays nordiques, mais elle est aussi rattachée à la même logique morale soulignant autonomie et égalité. La famille idéale est constituée d'adultes qui travaillent et ne sont pas dépendants financièrement les uns des autres et d'enfants qui sont encouragés à devenir indépendants le plus tôt possible. Plus que de saper les « valeurs de la famille », cela peut être interprété comme une modernisation de la famille en tant qu'institution sociale. Tout en acceptant que l'accord matrimonial à long terme n'est plus la norme, la « nouvelle famille nordique » prend très au sérieux le fait d'être parent aussi bien dans le sens démographique (les pays nordiques ont un taux de natalité plus élevé que dans le sud de l'Europe avec des cultures de familles plus traditionnelles), qu'en termes de temps passé avec les enfants par les parents mariés ou non.

Quantitativement, les données du World Values Survey confirment cette image indiquant que les pays nordiques sont particuliers en tant que groupe de sociétés dans lesquelles l'accent est mis sur l'importance de la réalisation individuelle et de l'autonomie personnelle. Selon WVS les Nordiques se caractérisent en tenant dans une main les « valeurs émancipatrices de l'expression personnelle » et dans l'autre des « valeurs rationnelles et séculaires ».



*Colonne horizontale: les valeurs traditionnelles - laïque rationnelle des valeurs*

*Colonne verticale: les valeurs de survie - l'auto-expression des valeurs*

Un des effets de cet individualisme radical est que, relativement parlant, les gens des pays nordiques sont plus enclins à accepter une économie de marché à la fois en tant que consommateurs et que producteurs. Moins assujettis par des liens d'obligations légales et morales envers la famille, en même temps protégés des risques les plus extrêmes par un filet de sécurité universel, ils sont devenus plus flexibles vis-à-vis du marché du travail et parallèlement ils ont, dans leur rôle de consommateurs, développé des besoins considérables de produits et services précédemment satisfaits dans le cadre de la famille traditionnelle. Cette orientation vers le marché s'est imposée de différentes façons dans les pays nordiques, ne serait-ce que par un système de sécurité sociale fondé sur le niveau de revenus des bénéficiaires sur le marché du travail ouvert, créant ainsi une motivation au travail tout en offrant une couverture pour les maladies, le chômage et les congés parentaux. Un des meilleurs exemples est le système de « flexicurité » danois.

A cela, il faut ajouter un héritage historique donnant accès aux services fondamentaux, pas seulement les soins et les retraites, mais également l'enseignement. Cela s'est traduit par une longue histoire d'investissements dans les individus leur donnant accès à des ressources leur permettant d'optimiser leur valeur sur le marché du travail. Historiquement, les pays

nordiques ont présenté les taux les plus élevés d'alphabétisation et ils ont également depuis longtemps été en tête pour l'enseignement de base et les investissements dans la recherche.

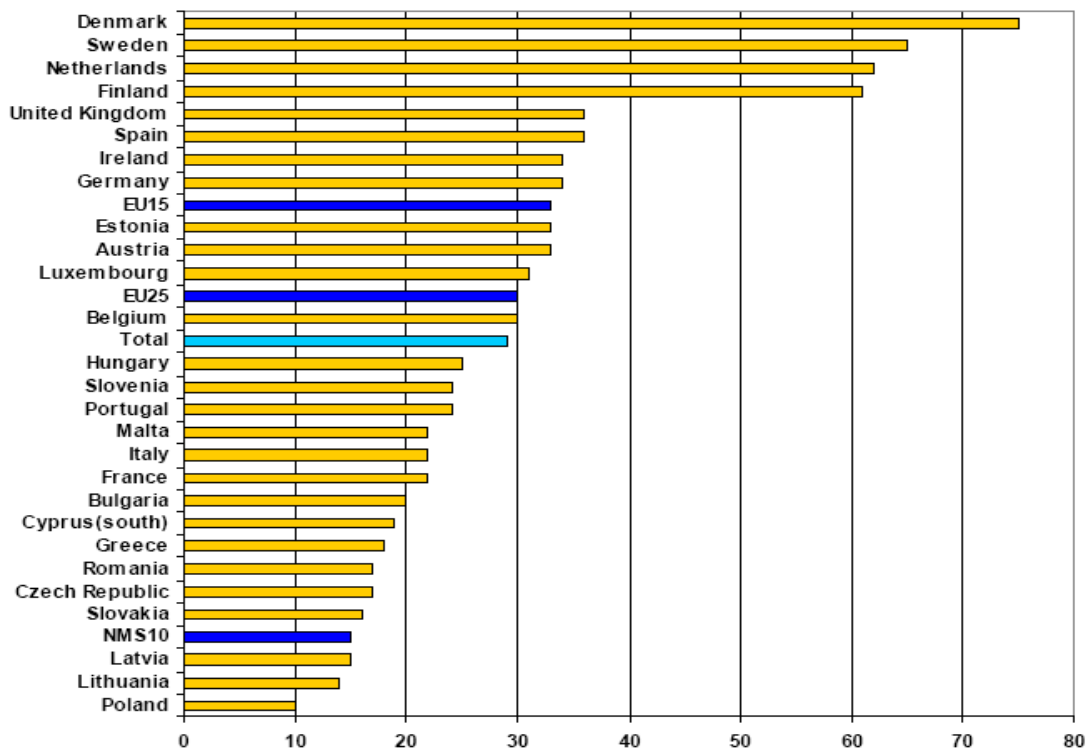
### **Les fondements institutionnels de la confiance sociale**

L'image d'une société de marché fort individualisée de consommateurs solitaires peut paraître pâle et matérialiste. Mais, même si c'est vrai dans un sens, ce phénomène social significatif n'a pas amené l'individualisme nordique à l'anomie, l'altération ou la rupture de la confiance générale qui dans la théorie sociale traditionnelle associe le passage de « Gemeinschaft » chaleureuse à une « Gesellschaft » froide.

L'hypothèse sous-jacente de ces théories est que la confiance se développe dans de petites et étroites communautés avec un haut degré d'interdépendance. Les recherches récentes montrent précisément que les pays modernes et individualistes, plus particulièrement les pays nordiques, sont caractérisés par une large confiance sociale au-delà de la sphère privée de la famille et des amis qui inclut d'autres membres de la société.

Les pays nordiques (et les Pays-Bas) sont en tête dans des études telles que World Value Survey, European Social Survey, European Values Study et Eurobaromètre. En plus de mettre en avant la réalisation de soi-même pour chaque personne, ces pays font preuve d'un haut degré de confiance sociale : plus de 50% des personnes interrogées affirment se fier à d'autres, y compris des étrangers. Cette confiance sociale s'accompagne en outre d'un haut degré de confiance dans les institutions communes telles que le système de justice, l'administration publique, les institutions gouvernementales, etc.

## Confiance générale. Une comparaison internationale



*Danemark, Suède, Hollande, Finlande, Royaume-Uni, Espagne, Irlande, Allemagne, Union européenne (15), en Estonie, en Autriche, le Luxembourg, l'Union européenne (25), Belgique, Total, la Hongrie, la Slovénie, le Portugal, Malte, Italie, France, Bulgarie, Chypre, Grèce, Roumanie, République Tchèque, Slovaquie, nouvel État membre (10), en Lettonie, en Lituanie, en Pologne.*

D'un point de vue économique, la confiance sociale et l'adhésion aux règles fixées par la loi sont un grand avantage pour le système, que nous voudrions décrire en termes économiques par de « faibles coûts de transaction ». Il faut ici ajouter que nous incluons non seulement les coûts directs de transaction économique en relation avec la nécessité de recourir à des contrats écrits, à la protection légale, aux procès et à la masse énorme de démarches bureaucratiques, mais aussi aux coûts de transactions sociales et politiques qui constituent des charges indirectes et engendrent de l'inefficacité qui finalement représentent des coûts financiers supplémentaires.

Un exemple probant de l'alliance entre confiance sociale et respect de la loi sont les coûts peu élevés de transaction dans le cadre du Cadastre national suédois qui enregistre la propriété des biens immobiliers depuis le XVIIe siècle. Grâce à l'exactitude des limites des propriétés et la confiance générale que l'on accorde à cette agence de l'Etat, le nombre de litiges sur les droits de propriété est négligeable, ce qui entraîne de moindres frais pour le particulier et permet d'éviter de nombreux conflits sociaux.

Un autre exemple sont les relations entre les partenaires sociaux sur le marché du travail dans les pays nordiques, qui s'ils n'ont pas toujours été mis sous le signe de la paix, mais qui sont caractérisées par un respect mutuel des contrats et conventions négociées aussi bien chez les employeurs que chez les syndicats. Il est utile de souligner que pour la plus grande partie du XXe siècle, la législation politique dans ce domaine a joué un moindre rôle dans la réglementation des relations des partenaires sociaux que des conventions volontaires passées entre des organisations syndicales puissantes et des fédérations d'employeurs aussi puissants.

### **Quelles sont les racines du contrat social nordique ?**

Comme noté ci-dessus confiance sociale et confiance dans les institutions se conjuguent avec de faibles niveaux de corruption. Historiquement la région du Nord se particularise comme étant une « communauté de lois ». Effectivement, c'était une communauté de lois avant que les états nordiques se consolident chacun pour soi. L'autorité de la loi était essentielle pour le contrat social qui soutenait l'état émergent et l'adhésion à la loi de la part du Roi et de son administration était cruciale pour la légitimité de l'état.

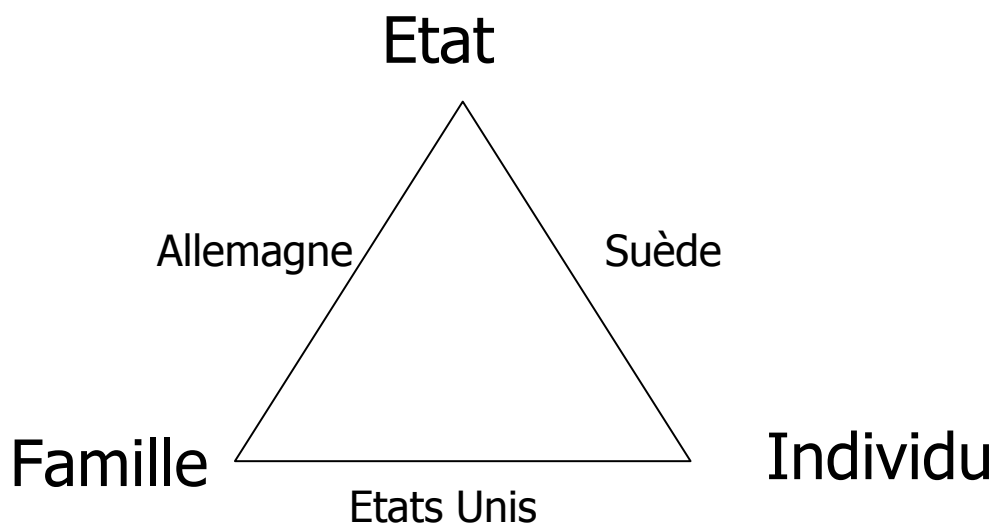
La confiance dans les institutions et leur fiabilité dépendent de l'acceptation de l'autorité de la loi, mais encore plus de la mesure dans laquelle les valeurs implicites dans les lois nouvelles sont également assimilées et intégrées en tant que normes sociales. Autrement dit, la mesure dans laquelle les lois, les règles et les institutions sont perçues comme légitimes est l'aboutissement d'un processus de prise de décision démocratique, fondé sur des valeurs communes, déterminera la réussite de son application. Plus elle est acceptée et intégrée, moins il y a de risques de corruption et de manque de respect de la loi.

L'axe central autour duquel tourne le contrat social nordique est l'alliance entre l'état et l'individu, que nous appelons « individualisme étatiste ». L'importance de l'autonomie individuelle y coïncide avec la perception positive de l'état en tant qu'allié pas seulement pour les plus faibles et les plus vulnérables, mais pour l'ensemble des citoyens. De plus, il règne une perception négative des relations inégales de pouvoir entre individus en général et avec les hiérarchies en particulier, tel que la famille patriarcale traditionnelle et les organisations déshonorantes de charité dans la société civile. Les modèles nordiques diffèrent en ceci de leurs équivalents anglo-américains et européens du continent.

La figure (3) tente de présenter les différentes dynamiques de pouvoir dans les états-providences modernes sous forme de « drame triangulaire » qui met en place l'état, la famille et l'individu aux Etats Unis, en Allemagne et en Suède. Dans les pays nordiques comme nous l'avons déjà indiqué, l'état et l'individu forment une alliance dominante. Aux Etats Unis individu (droits) et famille (valeurs) prédominent sur l'état (toujours considéré comme

une menace pour la liberté). En Allemagne, l'axe central relie état et famille avec un rôle bien moins important donné aux droits individuels (Etats Unis) ou l'autonomie personnelle (Suède).

## Relations de pouvoir dans des états-providences



Cette situation est apparue en premier plan après la Première Guerre Mondiale, lorsque les pays nordiques entreprirent un effort commun pour moderniser la législation de la famille dans chaque pays, avec des variations mais qui a abouti aux lois sur le mariage les plus égalitaires entre les sexes, en comparaison des normes dans ce domaine en Europe en général. Ces lois déterminent que l'homme et la femme sont égaux dans les termes du contrat de mariage.

L'égalitarisme de la société nordique est bien sûr une particularité souvent soulignée de la vie sociale et politique dans ces sociétés. Il en est de même pour l'importance de l'égalité entre hommes et femmes. Il a été souligné dans des recherches comparatives que l'égalité des sexes est à mettre en corrélation avec un nombre d'autres avantages sociaux et des services collectifs y compris la confiance, le bonheur et le développement économique. Ce qui est moins connu, depuis que l'égalité dans la littérature académique est souvent reliée à l'ingénierie sociale et aux politiques collectivistes, c'est que l'égalité dans un contexte nordique est inséparable de l'individualisme et de la valeur de l'autonomie.

Selon ce que nous appelons « une théorie suédoise de l'amour » une relation authentique d'amour et d'amitié n'est possible qu'entre individus qui ne sont pas dépendants l'un de l'autre ou qui sont dans des positions de pouvoir inégales. Autonomie, égalité et individualisme (étatique) sont inextricablement noués les uns aux autres. Quels que soient les désavantages de cet engagement d'autonomie personnelle, de cet état fort et de cette égalité sociale - à savoir les critiques habituelles de conformité, solitude et bureaucratie importune – il faut bien en reconnaître les aspects positifs : des citoyens qui se sentent responsabilisés, qui acceptent les exigences de la modernité et sont prêts à faire des compromis afin d'obtenir un bon fonctionnement économique et des décisions rationnelles.

### **Le capitalisme nordique est-il un capitalisme durable ?**

La mort du modèle suédois ou nordique a été annoncée bien des fois. Cela remonte au désenchantement de la Guerre Froide à l'égard de la célèbre « voie du milieu » de Childs qui sonnait mieux durant la Dépression et le New Deal. Depuis ç' est devenu un refrain récurrent, particulièrement aux Etats Unis. Dans une certaine mesure on peut expliquer l'échec de ces prédictions par le malentendu partagé par les enthousiastes et les voix critiques à savoir que les pays nordiques reposeraient sur un compromis entre le socialisme et le capitalisme. Pour les détracteurs, cela signifiait qu'après un certain temps, les éléments « socialistes » du modèle, couteux et improductifs allaient écraser les aspects productifs « capitalistes » que l'on avait conservés. Quoiqu'il en soit, tout comme nous l'avons soutenu dans ce texte, ces arguments reposent sur des hypothèses erronées qui tendent à sous-estimer la cohérence fondamentale et la vitalité du capitalisme nordique.

Mais il n'est pas dit que ces pays sont plus immunisés contre les récessions et les crises financières globales que d'autres pays capitalistes ou qu'ils n'ont pas parfois connu des revers économiques dus à de mauvaises décisions au niveau national. Mais le capitalisme nordique dans son ensemble a fait preuve d'une durabilité remarquable, au vu des données dont nous disposons aujourd'hui.

Il reste néanmoins des questions sans réponses, sur la future durabilité et la pertinence du modèle. Il est avancé par certains que l'augmentation des diversités ethniques, raciales et religieuses liées à l'arrivée de réfugiés constitue un défi important pour la cohésion de la société nordique. Les conséquences politiques en sont déjà visibles dans le développement de partis anti-immigrants dans les pays nordiques. Dans la mesure où les immigrants et les minorités sont perçus comme à la fois comme des fardeaux et comme une menace pour la culture nationale, il se pose aussi la question de savoir si un soutien important au financement par la fiscalité du système de services sociaux peut être maintenu.

Une autre sorte d'argument pessimiste est concentrée sur l'impact du néo-libéralisme sur le contrat social nordique, les alarmistes soulignent le danger de l'accroissement de l'inégalité économique et l'introduction d'un système de « vouchers » personnels ainsi que la privatisation de l'éducation, des soins de santé et des retraites. Un tel développement, selon eux, sapera à la longue l'universalisme de l'Etat-providence nordique au profit d'un système plus pluraliste caractérisé par des alternatives ouvertes au marché menant à la ségrégation et au déclin de la confiance sociale.

A l'encontre de ces sombres considérations, généralement liées à l'émergence de partis politiques anti-immigrants dans les pays nordiques, il est tout-à-fait possible d'établir un scénario plus optimiste. L'argument central est très simple et repose sur deux idées :

- 1) L'aspiration à la liberté individuelle et à la prospérité (liberté, quête du bonheur, etc.) est une dynamique quasi universelle
- 2) Ce désir ne peut devenir réalité que dans un contexte social, légal et institutionnel qui le permette. Sur ce point, le cadre institutionnel nordique est précisément caractérisé par sa capacité de promouvoir parallèlement la confiance sociale et celle du citoyen envers les institutions, le respect de l'autorité de la loi et l'autonomie individuelle en accord avec la logique de marché de la société.

Sous cette optique optimiste, l'attrait de la liberté individuelle et de la sécurité sociale est mieux à même de « naturaliser » les immigrants à la longue, que de sérieusement remettre en question la culture nordique et ses systèmes institutionnels. Et pour ce qui est du défi néo-libéral- la rhétorique de l'« école libre », du « libre choix » des producteurs de soins de santé et de l'introduction de composantes privées dans les fonds de pension du gouvernement- ces systèmes restent fortement réglés dans la limite de la logique morale d'accès pour tous aux services publics fondamentaux. Même si ces éléments de « marché » dans le secteur public soulèvent des questions sur la qualité et la distribution équitable des services de santé, d'enseignement et autres, ils continuent à fonctionner au sein d'un système qui diffère de beaucoup d'une société fortement dominée par le marché comme aux Etats Unis.

C'est cette concordance de forces culturelles et morales, base du contrat social nordique avec un cadre institutionnel solide qui permet la coexistence, à première vue paradoxale, de l'institutionnalisme émancipateur et de la sécurité sociale, qui fait la preuve d'être un avantage majeur dans une société de marché globalisée et représente une solution attirante d'un point de vue individuel. S'il est suffisant de résister à l'impact polarisant de l'immigration et de la diversité croissante – combiné à l'élargissement des différences de richesse, de revenus et d'accès à l'éducation et au travail- est une question empirique qu'il faudra se poser continuellement.

## **Peut-on tirer des leçons de la version nordique du capitalisme ?**

Plusieurs caractéristiques sont manifestement particulières au capitalisme nordique. Formé par une combinaison de facteurs représentatifs allant de la géographie et des ressources naturelles aux tendances religieuses et politiques. Mais il en est de même pour le modèle classique d'économie de marché souvent présenté comme « universel ». Les expériences de modernisation britannique et américaine ont été généralisées en vérités historiques qui furent appliquées à d'autres cultures, parfois avec succès, d'autres fois avec des échecs fracassants.. L'essentiel n'est pas qu'il soit erroné en principe de tenter d'encourager d'autres cultures (sinon : comment l'humanité pourrait-elle évoluer ?) mais nous devrions plutôt le faire après mûres réflexions et – plus important encore- de ne pas assumer a priori que seule une forme de capitalisme est pertinente comme source d'inspiration.

De toutes façons, ce n'est pas tâche aisée d'identifier et de transférer des expériences telles que celles que nous avons présentées, sous une forme qui soit utilisable et accessible. Il y a bien sur, un certain nombre de leçons importantes à tirer qui sont implicites au développement du capitalisme nordique. La première est que les vagues références aux « valeurs » et « culture » ne sont d'aucune aide : ce dont nous avons besoin est une analyse réaliste des institutions et des politiques concrètes. Même des lois, des politiques et des institutions spécifiques sont difficiles à traduire et transférer dans un autre environnement avec traditions et expériences différentes. Nous voulons cependant indiquer un groupe d'institutions et de politiques qui tendent à instrumentaliser quelques unes des expériences nordiques, expériences qui ont tenu à distance les aspects socialement destructeurs du capitalisme tout en gardant la dynamique de l'économie de marché, et ceci en pensant qu'elles pourraient être applicables dans d'autres parties du monde.

1. Le capitalisme nordique démontre que l'individualisme ne conduit par forcément à la fragmentation sociale, à la défiance ou à porter au maximum les intérêts matériels à court-terme. Promouvoir l'autonomie individuelle par le biais de la politique, peut au contraire mener à une plus grande cohésion sociale si cela est fait d'une manière égalitaire. Moins de dépendance et des structures patriarcales plus faibles mènent à ce que plus de personnes se sentent responsabilisées et satisfaites de leur vie. Ceci est particulièrement important pour les femmes qui veulent pouvoir être actives sur le marché du travail sans pour autant renoncer à la possibilité d'être mères. Dans des sociétés autoritaires et hiérarchiques où l'on ne donne pas assez d'espace au désir individuel d'autonomie, les tensions politiques ont tendance à se renforcer et la confiance sociale et celle que l'on a vis-à-vis des institutions diminuent. Dans cette perspective, promouvoir des politiques visant à l'égalité entre hommes et femmes dans les systèmes d'éducation, l'imposition individuelle, les garderies pour

tous et des lois de la famille anti-patriarcales semblent généralement être de bonnes idées, même si cela entre en conflit avec les normes traditionnelles de longue date présentes dans certaines cultures. Ce n'est peut-être pas opportun de suggérer que l'Union Européenne élargisse ses mandats par rapport à la souveraineté nationale des états-membres, mais à plus long terme, il serait nécessaire de développer une politique commune de la famille pour la rendre plus individualisée, et ce, pour que l'Europe reste économiquement viable.

2. Le système nordique a également fait la preuve des avantages d'une opinion favorable à l'état, pas seulement comme un allié des plus faibles, mais aussi comme promoteur d'idéaux d'égalité et d'autonomie individuelle. L'importance de la confiance sociale et de celle que l'on a envers les institutions de l'état, n'est naturellement pas spécifique aux pays nordiques, ni la conscience de ce qu'une vue positive sur l'état ne peut perdurer si les divisions sociales et économiques deviennent trop profondes. Mais bien sûr des objectifs de maintien du chômage à un bas niveau et des systèmes d'Etat-Providence liés au plein emploi et à l'éthique de travail ne sont pas particuliers aux pays nordiques, mais constituent un des objectifs primordiaux de la plupart des Etats-Providence européens. Ces objectifs sont, toutefois poursuivis avec plus ou moins de succès  
Dans les pays nordiques la confiance sociale et celle que l'on a vis-à-vis des institutions de l'état concorde avec une relative égalité.  
Ce qui est peut-être le plus crucial et qui a permis aux économies nordiques d'atteindre un équilibre productif, permettant la mobilité sociale individuelle, l'efficacité économique et une égalité relative durable, est le degré et l'importance de la participation des citoyens et de la société civile au processus de gouvernance.  
L'expérience nordique suggère que plus il y a concertation, plus grande est la confiance et plus les valeurs-clés et les données sociales resteront en harmonie. Dans ce domaine, il est donc recommandable d'encourager des processus de gouvernance de consultation. Les églises, les syndicats, les organisations caritatives et autres associations de la société civile doivent être consultées et impliquées sous forme de commissions, tables-rondes et autres forums interactifs entre l'état et la société.  
Cette interaction a été institutionnalisée, est devenue courante et représente souvent des sources d'inspiration.
3. Un état fort et une autonomie individuelle ne sont pas des menaces pour la société civile mais sont au contraire des préalables. Les citoyens qui ne s'unissent pas essentiellement pour leur propre protection contre des abus arbitraires ou contre des intérêts économiques, mais plutôt pour augmenter leur potentiel de réalisation

personnelle et d'indépendance sont plus à même d'apporter des contributions positives à la société dans son ensemble. Cela mène à plus d'engagement, pour le meilleur ou à une trop grande implication avec l'état (dilemme corporatiste) pour le pire. Un exemple en est les relations des partenaires sociaux sur le marché du travail dans les pays nordiques où les syndicats n'ont en général pas une perspective réduite d'intérêts propres sur leur rôle dans la société, mais assument plutôt des responsabilités macro-économiques. Pour réaliser cette responsabilité sociale, il est nécessaire que ces organisations et d'autres organisations de base soient confortées par une législation et des subventions économiques qui encouragent la formation de réseaux efficaces et étendus dans la société civile.

Face à la réalité, les suggestions présentées ci-dessus peuvent paraître représenter l'ultime expression d'une sorte de naïveté nordique. Mais comme l'éminent sociologue de Cambridge, Göran Therborn l'a dit : « malheureusement, à mon avis qui est tout sauf impartial, un scénario présentant l'Europe comme la Scandinavie du monde n'est pas vraisemblable. »

Mais, même si bien peu d'éléments de l'expérience historique nordique sont transmissibles à d'autres cultures, il n'en reste pas moins qu'un point important peut être apporté dans le débat : des politiques économiques qui répondent à la fois aux désirs d'autonomie individuelle et au besoin de communauté et de sécurité peuvent être remarquablement couronnées de succès.

*Kristina Persson*

## **Inclusion - au cœur du modèle nordique**

Comment expliquer le succès relatif du modèle nordique ? Les deux articles précédents ont donné deux réponses différentes. Klas Eklund souligne que les pays nordiques, touchés par les crises sérieuses des années 80 et 90 ont rapidement trouvé des réponses et ont mis en pratique une bonne **gestion de crise**. L'article de Trädgårdh et Berggren met l'accent sur l'**individualisme**, soutenu par un état fort et qui serait en fait le facteur le plus important.

Il faut ajouter une quatrième composante au modèle nordique : l'inclusion et le fait que les modèles de protection sociale ne sont pas essentiellement fondés sur une politique axée sur les plus pauvres, mais sur une panoplie de différentes politiques concernant l'emploi, la productivité, la protection sociale et l'inclusion ; le tout sur un fondement de citoyenneté et solidarité.

Thandika Mkandawire, professeur de Développement africain à la London School of Economics, a remarqué que les pays nordiques ont adopté des politiques sociales à un stade initial de l'industrialisation et à une époque où les niveaux de revenus *per capita* étaient beaucoup plus bas que dans d'autres pays. D'après Mkandawire le modèle nordique montre que les pactes sociaux et autres mesures similaires faites dans un cadre démocratique peuvent engendrer la stabilité requise pour la croissance de l'économie. Cohésion sociale forte et confiance sont étayées par un certain nombre de politiques visant à l'inclusion.

## **Le modèle de welfare nordique- plus que la prestation de services par le secteur public**

La prestation de services de welfare est universelle et prend ses racines au cœur même de valeurs fondamentales telles qu'égalité des chances, solidarité sociale et sécurité, services de santé, enseignement et culture pour tous.

Il existe des différences intéressantes entre les pays nordiques quant aux politiques d'organisation du welfare. Par exemple, le Danemark est allé plus loin que les autres pays en impliquant le secteur privé dans la prestation de services et offrant aux utilisateurs des possibilités de choisir. Les Danois sont aussi connus pour le modèle de « flexicurité » sur le marché du travail, tout comme pour l'accent mis sur l'assimilation dans leur politique d'immigration.- en opposition à la stratégie d'intégration comme en Suède, par exemple.

En Finlande le secteur du bénévolat a joué un rôle significatif pour offrir des soins aux personnes âgées. En Norvège, la mise à disposition par le secteur public de services a été plus dominant que partout ailleurs.

## **Sources et lectures recommandées**

[The Nordic Council: The Nordic Welfare Model](#)

Dans la suite de ce document, pour des raisons de place, nous avons choisi d'expliquer comment le modèle de welfare est construit en prenant des exemples suédois plutôt que de dresser un tableau nordique complet.

Le système de welfare suédois a été réformé un certain nombre de fois, du fait de nouvelles conditions économiques. Des réformes structurelles ont été réalisées pendant les années 90 pour faire face à la crise, en particulier la réforme profonde des systèmes de retraites.

## **Fiscalité – la base du welfare universel**

La Suède compte parmi les pays qui dépensent le pourcentage du PIB le plus élevé pour les services sociaux. Selon les statistiques 2007 de l'OCDE, elle n'était dépassée que par la France. Les dépenses sont affectées à un système d'enseignement entièrement financé par l'impôt et à un système de santé fortement financé par la fiscalité, entre autres.

Toutes les personnes résidant en Suède ont accès aux services de santé et à l'enseignement. Toutes les personnes âgées reçoivent une retraite de base garantie par l'état. Pour ceux qui ont perdu leur emploi, l'assurance-chômage est disponible, ainsi que des programmes de formation continue et de recyclage, le tout financé par l'impôt. Les systèmes de prestations ont cependant été revus à la baisse depuis 2007.

En plus de ces prestations de base, de nombreux salariés profitent d'avantages liés à leur salaire, leur lieu de travail ou leur secteur d'activité. Certains cadres par exemple peuvent toucher des retraites beaucoup plus élevées.

Pour financer ces services sociaux, tous les niveaux de gouvernements reçoivent une part des recettes fiscales : la municipalité, le conseil général (ou la région) et le gouvernement national. L'ensemble des impôts est recueilli par l'Agence Suédoise des Impôts.

Payer les impôts est relativement facile : les impôts sur le revenu sont déduits automatiquement du salaire chaque mois et versés directement par l'employeur à l'Agence Suédoise des Impôts. Chaque personne est imposée individuellement, comme le sont les deux partenaires d'un couple par exemple. La déclaration d'impôts annuelle obligatoire peut se faire aisément en envoyant par téléphone portable ou par Internet à l'Agence Suédoise des Impôts une confirmation de l'exactitude des montants des versements préliminaires faits pendant l'année.

La Suède n'a ni impôt sur la fortune ni sur les héritages ce qui ne manque pas d'étonner certains et les taxes sur l'immobilier ont été remplacées par une taxe municipale moins élevée. Les impôts sur les revenus ont été l'objet de réduction depuis 2007 ainsi que les contributions sociales des jeunes.

Impôts en pourcentage du PIB en 2008 :

Danemark	48.2%
Suède	46.3%
Finlande	43.1%
Norvège	42.6%
Royaume-Uni	35.7%
Japon	28.1%
USA	26.1%
Mexique	21.0%
Moyenne OCDE	34.8%

***Sources et recommandations de lecture***

[Sweden.se: Taxes and society](#)

[OECD Statistics](#)

**Autonomie locale**

Les municipalités, les conseils généraux et les régions ont la responsabilité dans une proportion importante de la prestation des services publics.

Le droit à l'autonomie locale, y compris le droit de lever des impôts est inscrit dans la Constitution. Les impôts sont fixés au pourcentage des revenus des contribuables. Les municipalités et les conseils généraux/régions fixent eux-mêmes leur propre taux d'imposition. La moyenne locale et régionale est d'environ 30%. Les recettes des impôts sur les revenus représentent à peu près les deux tiers des revenus des municipalités et conseils généraux/régions.

Les autorités locales et régionales jouissent d'une grande liberté pour organiser leurs activités à leur convenance. Leurs responsabilités sont définies en partie dans la Loi sur la Gouvernance Locale et en partie dans des lois et décrets couvrant des domaines spécifiques, par exemple : Loi sur les Services Sociaux, Loi sur l'Aménagement du Territoire et celles sur la Santé Publique et Services Médicaux. Les compétences des autorités territoriales sont également touchées par les décisions prises au niveau de l'Union Européenne.

Afin d'assurer une équité entre les entités territoriales, il a été introduit un système visant à redistribuer les revenus entre les municipalités, conseils généraux et régions en fonction des besoins locaux et régionaux. Le système de péréquation est géré par l'état. Il existe de plus,

des subventions de l'état, soit générales, soit par exemple par habitant ou spécifiquement destinées à des activités précises.

Les prestations exécutées sous forme privée et qui sont financées par les impôts doivent être offertes aux habitants dans les mêmes conditions que celles qui sont produites dans le secteur public. Cela signifie, par exemple, que les gens payent le même montant pour un service qu'il soit produit par une entreprise privée ou par le secteur public. Certains domaines tels que la collecte des déchets, les transports publics et les soins dentaires, sont depuis longtemps confiés par les municipalités, conseils généraux et régions à des acteurs privés. Une réforme de 1992 autorise les entreprises privées à acquérir des écoles financées par les impôts et plus récemment, ce même système a été étendu aux crèches et jardins d'enfants ainsi qu'aux établissements de soins.

### ***Source et recommandations de lecture***

[SKL: Autonomia governamental local](#)

### **Enfants et parents**

En 1979, la Suède a été le premier pays à interdire le châtime nt corporel des enfants, en n'en faisant un acte criminel. Afin de protéger les droits des enfants et défendre leurs intérêts, le gouvernement suédois a instauré la fonction d'ombudsman. L'ombudsman a le devoir de suivre la Convention des Nations Unies de 1989 sur les Droits de l'Enfance et de la mettre en application dans la société suédoise.

Les parents partagent 480 de jours de congé parental payé par enfant qui doivent être utilisés avant que l'enfant n'atteigne l'âge de huit ans. En fait, la grande majorité des congés parentaux sont utilisés par les mères. Les pères en prennent 20%, mais ce chiffre augmente.

60 de ces jours de congé sont destinés spécifiquement au père ou à la mère, ce qui signifie qu'on ne peut pas les transmettre à l'autre parent.

Les allocations parentales sont imposables tout comme d'autres revenus. Pour 390 de ces 480 jours, le montant versé est le même que celui du congé-maladie : 80% du revenu, dépendant du niveau de celui-ci. L'allocation parentale maximum est de 874 couronnes suédoises par jour (env. 140 US dollars). Pour les 90 jours restant, il est accordé 180 couronnes suédoises par jour si l'enfant est né après le 1<sup>er</sup> juillet 2006. Sinon l'allocation est de 60 couronnes suédoises par jour.

Le père d'un nouveau-né a droit à 10 jours de congés supplémentaires à l'occasion de la naissance de l'enfant et 20 jours dans le cas de jumeaux. Un parent adoptant un enfant a

droit à un congé payé de 1,5 ans à partir du moment où l'enfant est pris en charge. Il est habituel pour les pères de participer à l'accouchement.

### **Enfants et enseignement**

La Loi suédoise sur l'enseignement stipule que tout enfant ou jeune personne a droit à l'accès à l'enseignement, quels que soient son genre, lieu de résidence ou autres facteurs économiques et sociaux. La durée de l'enseignement est de 9 ans. L'école est gratuite.

Tous les enfants ont la possibilité d'avoir une place dans des classes préscolaires l'année où ils ont 6 ans et ce, jusqu'au début de l'école obligatoire à 7 ans. Le préscolaire est suivi du primaire, puis du secondaire enfin du supérieur, chaque étape durant 3 ans. Ensuite les terminales (gymnase) sont facultatives. Il est offert aux enfants âgés de 6 à 12 ans des garderies avant et après la journée scolaire. La Suède et la Finlande sont les seuls pays à offrir des repas de midi gratuits à tous les élèves.

Les classes terminales (gymnase) ne sont pas obligatoires mais elles sont gratuites. Les élèves qui ont terminé les classes supérieures avec la moyenne dans les matières « suédois », « mathématiques » et « anglais » ont le droit d'aller au gymnase. En fait quasiment tous les élèves qui ont terminé l'école obligatoire vont au gymnase.

Le nombre d'écoles indépendantes « libres » en Suède va croissant et choisir son école est considéré aujourd'hui comme un droit. Chaque enfant a droit au financement de l'enseignement du préscolaire au gymnase y compris.

Les écoles indépendantes doivent être approuvées par l'Inspection des Ecoles et suivre les programmes scolaires. 9% des élèves de l'école obligatoire et 20% des gymnasiens fréquentent des écoles indépendantes.

La plus grande partie du budget de la municipalité, 45%, est destinée à l'enseignement.

Près de 70% de l'enseignement et des prestations municipales dans leur ensemble, sont financées par les impôts locaux. D'autres sources de financement sont des taxes, des subventions de l'état et autres contributions.

Les municipalités répondent également de la présence de crèches et jardins d'enfants pour les enfants ayant atteint un an et jusqu'à l'entrée dans l'école obligatoire. Pour le préscolaire les parents payent 8 % des frais. Pour 2008, 85% de tous les enfants entre un an et cinq ans fréquentaient un établissement préscolaire ou une garde familiale. Ce pourcentage augmente depuis plusieurs années, en particulier pour les enfants de un an.

Il y a un maximum à payer pour chaque enfant qui a été fixé à 1.260 couronnes suédoises par mois pour le premier enfant et gratuité pour le quatrième.

Un enseignement veillant à ce que l'égalité entre garçons et filles soit respecté, est de plus en plus courant dans les établissements préscolaires. Tous les enfants ont droit aux mêmes chances dans la vie, quel que soit leur sexe.

#### **Sources et recommandations de lecture**

[Swedish Government Report: The Politics of Pre-School](#) (pdf)

[Sweden.se: Child care](#)

#### **Egalité entre hommes et femmes**

Congés parentaux, garde des enfants, repas à l'école et activités après les classes pour les enfants jouent un rôle important pour l'égalité des chances entre hommes et femmes en Suède. Les femmes suédoises sont à peu près aussi actives sur le marché du travail que les hommes et elles ont en moyenne plus d'enfants que les femmes dans la plupart des pays européens. En 2008 le taux de fertilité suédois était de 1,91 enfants / femme à comparer avec la moyenne européenne de 1,6 et avec des chiffres comme 1,4 pour l'Italie, l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne et la Pologne.

La Loi sur la discrimination a deux chapitres consacrés à l'égalité des genres sur les lieux de travail : tout d'abord, l'exigence pour tous les employeurs de promouvoir activement et de mettre en œuvre des objectifs d'égalité entre les hommes et les femmes, ensuite la loi interdit la discrimination et oblige les employeurs à faire des enquêtes et prendre des mesures contre les harcèlements. Les employeurs ne doivent pas traiter injustement tout salarié ou demandeur d'emploi qui a été ou qui doit aller en congé parental.

La Loi contre la Violence faite aux Femmes date de 1998. Tous actes de violence, d'exaction ou d'humiliation psychologique dont une femme serait l'objet peuvent être cumulés. La peine encourue pour ce crime, violation flagrante de l'intégrité de la femme est d'un maximum de 6 ans de prison.

#### **Sources et recommandations de lecture**

[Sweden.se: Equality](#)

[Eurostat: Fertility](#)

#### **Enseignement supérieur universitaire**

L'enseignement supérieur est largement financé par la fiscalité. A partir de 2011 cependant, des frais d'inscription sont exigés pour les étudiants venant de pays hors de l'Union Européenne ou de Suisse. Le gouvernement estime que l'enseignement supérieur suédois

doit être compétitif en termes de qualité et conditions en non pas seulement par la gratuité. Les étudiants ne pouvant pas s'acquitter des frais d'études en Suède peuvent bénéficier de bourses.

80% du financement des universités et grandes écoles est assuré par le gouvernement. 7% proviennent d'autres sources publiques et les 12-13% restant sont couverts par des sources privées et des revenus financiers.

Tout étudiant auprès d'une université ou d'une grande école a droit à une assistance financière qui consiste en un prêt et une bourse. Le remboursement du prêt se détermine en fonction du niveau des revenus une fois les études terminées et doit être entièrement remboursé le jour du 60<sup>e</sup> anniversaire

### **Sources et recommandations de lecture**

[Sweden.se: Education](http://Sweden.se: Education)

[Studyinsweden.se](http://Studyinsweden.se)

### **Sanitaire et social**

Le système de santé suédois est financé par les recettes fiscales et est largement décentralisé.

En 2005, les conseils généraux et le gouvernement central ont passé un accord introduisant une garantie de soins de santé. Cela signifie qu'aucun patient ne doit attendre plus de 90 jours après qu'il ait été établi qu'il est nécessaire de lui administrer des soins. Après cette limite de temps, les patients peuvent se faire soigner ailleurs que dans leur département. Les frais encourus y compris les frais de voyage sont à la charge de leur conseil général de résidence. Toute personne ayant besoin de soins doit être traitée dans les 7 jours après le premier contact. Après ordonnance du médecin, des soins spécialisés doivent être offerts dans les 90 jours.

Les frais d'hospitalisation sont de 80 couronnes suédoises par jour. Le prix des soins de base sont de 100 ou 200 couronnes suivant les conseils généraux. Pour des consultations de spécialistes, il y a une charge supplémentaire de 300 couronnes au maximum.

Il a été mis en place une limite pour les coûts individuels du patient. Une fois que le patient a payé 900 couronnes pour une année, les consultations médicales dans les 12 mois suivants sont gratuites. Il en va de même pour les prescriptions de médicaments, personne ne paye plus de 1.800 couronnes pour une période de 12 mois.

Tout prestataire de services de santé répondant aux exigences du conseil général a le droit de démarrer un centre de soins dont les frais seront remboursés par le conseil général. Tous les centres de santé reçoivent le même montant par patient traité.

Le système d'assurance social général inclut également les allocations-maladie. Les employeurs sont responsables du salaire pendant 14 jours de maladie. Pour des congés-maladies plus longs l'assurance-maladie couvre 364 jours de congé en versant 80 % du salaire du salarié. Pour 550 jours supplémentaires de congé-maladie les allocations sont ramenées à 75 % et pour des périodes encore plus longues il est possible d'obtenir des subventions en cas de maladie grave. Des règles spéciales s'appliquent aux étudiants et aux chômeurs.

Les programmes sociaux valent pour tous, mais il existe également des programmes particuliers destinés aux personnes handicapées. Une des réformes les plus importantes a été une Loi sur le soutien et les services aux personnes avec des handicaps fonctionnels votée en 1990 par le parlement. L'élément important de ce texte est le droit pour les personnes handicapées à l'assistance personnelle gratuite.

En plus de ces avantages sociaux, les municipalités sont aussi responsables de venir en aide sous forme d'assistance financière. Il s'agit d'un dernier filet de sécurité pour des personnes ayant des difficultés financières passagères. Elles sont données après une évaluation individuelle. L'assistance sociale inclut un soutien calculé sur la base d'un standard national et couvre les dépenses courantes nécessaires pour assurer un niveau de vie acceptable.

#### **Sources et recommandations de lecture**

[Sweden.se: Health care](http://Sweden.se: Health care)

[Socialstyrelsen: Social assistance](#)

[Försäkringskassan: Social assurance](#)

#### **Marché du travail**

Les niveaux d'emploi sur les marchés du travail nordiques sont élevés avec 71,4% pour les femmes entre 16 et 64 ans à comparer avec 76,8 % pour les hommes de la même tranche d'âge. La région nordique est à l'avant-garde en matière d'égalité entre hommes et femmes, même si un grand nombre de femmes travaillent encore à temps partiel. En 2009 19,8% des femmes travaillaient à temps partiel contre 10% pour les hommes. La moyenne de temps partiel dans les pays de l'OCDE est de 26% pour les femmes contre 8% pour les hommes. En février 2011 la Suède avait un taux d'emploi de 64,6 pour l'ensemble de la population et un taux de chômage de 7%. Le chômage des jeunes (15-24 ans) s'élevait à 24,2%, mais parmi eux nombreux sont les étudiants qui cherchent du travail pendant leurs études.

En Suède, la longue tradition des politiques de l'emploi a résulté en une série d'avantages pour les salariés : au moins 5 semaines de congés payés, plus d'un an de congé parental et des contributions de l'employeur aux retraites. Les conventions collectives ont joué un rôle

central pour l'acquisition de ces avantages, ainsi qu'une culture bien établie de coopération entre employeurs, salariés et syndicats.

Près de 70% des salariés suédois sont membres d'une organisation syndicale. La plus importante est la LO, qui organise en grande majorité des ouvriers et employés, TCO et Saco sont pour les cadres. Au bénéfice de leurs millions de membres, les organisations syndicales ont développé des assurances spécifiques, du coaching, une représentation lors des négociations aussi bien qu'un soutien juridique.

Les modèles suédois dans ce domaine reposent avant tout sur des accords collectifs. Les syndicats et les organisations patronales négocient des conventions collectives et fixent niveau des salaires et rétributions. Il n'y a pas d'intervention de l'état au cours de ces négociations sauf dans la phase finale : si les deux parties n'ont pas réussi à se mettre d'accord un médiateur public est alors désigné pour trouver un accord final.

Ces conventions collectives règlent les conditions de travail, les salaires et rétributions, la durée du temps de travail, les conditions pour les congés-maladie etc. Ces conventions couvrent des assurances pour les salariés, telles que l'assurance-maladie et les accidents du travail.

Depuis 2006 le gouvernement a réalisé des réformes sur le marché du travail afin d'encourager le travail. Les impôts sur les salaires a été réduit. Les contributions des employeurs à l'assurance sociale pour les jeunes ainsi que pour des groupes spécifiques comme des personnes réintégrant le marché du travail après une longue absence ont été réduites. Le système d'allocations-chômage a été modifié à la baisse. Toutes ces réformes représentent des facteurs importants du management de la crise pendant la récession qui a débuté fin 2008. Le marché du travail suédois est aujourd'hui plus flexible qu'il ne l'était au début du XXIe siècle.

### **Sources et recommandations de lecture**

[Statistics Sweden: Labour market](#)

[Sweden.se: Employee rights](#)

[Swedish Trade Union Confederation: Labour market](#) (pdf)

[Sweden.se: Trade unions](#)

[OECD Statistics](#)

### **Les personnes âgées**

Soins de santé et prestations sociales destinées aux personnes âgées constituent des parties importantes de la politique de welfare en Suède. Sur 9,3 millions d'habitants, 18% ont

dépassé 65 ans, soit l'âge de la retraite et touchent une pension. On prévoit que ce chiffre s'élèvera à 23% en 2030, époque à laquelle on estime qu'une personne sur cinq aura atteint l'âge de la retraite.

L'espérance de vie en Suède est de 78,6 ans pour les hommes et 83,2 ans pour les femmes. Le pays a la plus large proportion de personnes ayant dépassé les 80 ans parmi les membres de l'Union Européenne, soit 5,3% de la population. De plus en plus de citoyens dans ce groupe d'âge étant en bonne santé, leurs demandes de soins a diminué depuis les années 80. La majorité des frais de soins aux personnes âgées est financée par les impôts locaux et les subventions de l'état. En 2008, le total des coûts des soins aux personnes âgées était de 91,8 milliards de couronnes suédoises. Seuls 4% du financement sont à la charge du patient.

Les soins aux personnes âgées sont fournis par les municipalités. Certaines d'entre elles ont confié ces prestations de soins aux personnes âgées à des acteurs extérieurs. Chacun est libre de choisir entre l'assistance à domicile ou dans des établissements spécialisés, fournie par des opérateurs privés ou publics.

Les personnes âgées vivant chez elles peuvent obtenir des soutiens variés pour leur rendre la vie plus aisée. Lorsqu'une personne ne peut plus faire face elle-même aux demandes de la vie quotidienne, il ou elle peut faire appel à l'assistance des services d'aide à domicile de la municipalité. L'étendue des soins prestés est définie pour chaque cas. Les personnes handicapées ou les personnes très malades peuvent obtenir une assistance 24 heures sur 24, ce qui signifie qu'il ou elle peut rester chez elle toute sa vie.

Personnes âgées et handicapés ont également droit aux transports en taxis ou dans des véhicules spécialement adaptés. Ceci est aussi valable pour tous ceux qui ne peuvent pas prendre les moyens de transports collectifs réguliers. A Stockholm près de 3 millions de voyages de ce genre sont enregistrés chaque année.

Lors de la planification de logements ou d'ensembles d'habitations, les municipalités sont tenues d'assurer que ceux-ci seront adaptés aux besoins des personnes âgées et des personnes handicapées.

Un peu plus de 17% des habitants du pays ayant plus de 80 ans vivent dans des établissements dans lesquels le personnel est présent jour et nuit. Les séjours dans ces établissements sont attribués par les municipalités. Ce sont surtout les personnes atteintes de démence qui ont de tels besoins.

#### **Sources et recommandations de lecture :**

[Sweden.se: Elderly care](http://Sweden.se: Elderly care)

## **Retraites**

Le système de retraites est composé de trois parties. Une retraite nationale/générale, une retraite d'activité (financée par l'employeur) et de l'épargne privée. Les gens contribuent à la retraite nationale, qui est basé sur le revenu, au prorata de chaque année de travail. Il y a aussi une petite part de la retraite nationale qui est appelée retraite garantie. Elle est destinée aux personnes qui ont eu des revenus faibles ou pas de revenus du tout pendant leur existence. Cette retraite garantie leur donne un complément minimum chaque mois.

Si cette garantie ne suffit pas une pension alimentaire pour personnes âgées leur est versée afin de leur assurer un niveau de vie décent.

Un total de 18,5% du salaire et autres avantages imposables vont pour les retraites chaque année. 16% sont destinés au compte de la retraite basée sur les revenus, dont la valeur croit avec l'évolution des revenus en Suède. Cela signifie que les retraites suivent la tendance générale et les résultats de l'économie – une condition pour un plan de retraite durable.

Les autres 2,5% vont au compte de primes de pensions qui changent avec les résultats des fonds dans lesquels la personne a investi. En plus du niveau des revenus, il est possible de percevoir des compléments qui en sont indépendants, en fonction par exemple du nombre d'années pendant lesquelles la personne êtes restée à la maison pour s'occuper de ses enfants en bas âge, une maladie, le service militaire ou les études supérieures.

Il est possible également de choisir le moment de sa retraite. Certains choisissent de se retirer à 55 ans. Mais il n'est possible de toucher la retraite basée sur les revenus et la prime de retraite qu'à partir de 61 ans. En 2009, la moyenne d'âge de départ en retraite était de 66 ans pour les hommes, à comparer avec une moyenne de 65 dans les pays de l'OCDE et de 64 ans pour les femmes (63 ans en moyenne dans l'OCDE).

Quel que soit l'âge auquel une personne part en retraite, le montant total de la retraite reste le même. C'est pourquoi le choix d'une retraite anticipée conduit à des versements mensuels proportionnellement réduits. Il est aussi possible de rester sur le marché du travail jusqu'à 67 ans et de ce fait, d'augmenter le montant de la retraite.

### **Sources et recommandations de lecture**

[Sweden.se: Pensions](http://Sweden.se/Pensions)

[Swedish Pensions Agency](http://SwedishPensionsAgency.se)

[OECD report: Older workers](http://OECD.org/olderworkers)

[OECD Pensions indicators](http://OECD.org/pensionsindicators)